

CONTRAT DE LOCATION DE BUREAUX

CONTRAT N° 021/2016

Date : 1^{er} juillet 2016

L'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (ci-après dénommée « **l'UNESCO** ») ayant son Siège
[REDACTED], France,
d'une part,

ET la Délégation permanente du **CHILI**
auprès de l'UNESCO
(ci-après dénommée « le preneur »),
d'autre part,

- vu le Règlement sur l'usage et les conditions de location des bâtiments du Siège permanent, approuvé par le Conseil exécutif de l'UNESCO à sa 50^e session (Paris, avril 1958) ;
- vu la résolution 33 adoptée par la Conférence générale à sa 13^e session (Paris, 1964) modifiant les dispositions prévues à la section II dudit Règlement ;
- vu les décisions 8.10, 7.6, 8.11, 8.5, 6.9, 8.9, 29.6, 34.8 et 22.7 adoptées par le Conseil exécutif à ses 73^e, 79^e, 85^e, 109^e, 144^e, 157^e, 174^e, 179^e et 195^e sessions, respectivement ;
- vu l'Accord entre le Gouvernement de la République française et l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture relatif au Siège de l'UNESCO et à ses privilèges et immunités sur le territoire français, signé à Paris le 2 juillet 1954 ;

Adresses postales : 7, place de Fontenoy, 75352 Paris 07 SP, France / 1, rue Miollis, 75732 Paris Cedex 15
Téléphone central : + (33.1) 45.68.10.00 - direct : + (33.1) 45.68.07.56 / 05.83
Fax central : + (33.1) 45.67.16.90 - direct : + (33.1) 45.68.58.88

SONT CONVENUES DE CE QUI SUIV

Article premier – Désignation des locaux

L'UNESCO loue à bail au preneur, qui par le présent contrat les accepte, les locaux portant le numéro **M1.01, M1.02, M1.03, M1.04, M1.05, M1.06 et M1.07**, d'une superficie totale nette de **98** mètres carrés, situés dans le bâtiment sis 1 rue Miollis, Paris 15^e, France, sur un terrain loué à l'UNESCO par le Gouvernement français, et construit conformément aux dispositions de la résolution 31 adoptée par la Conférence générale à sa 13^e session (Paris, 1964).

Article 2 – Durée, reconduction et résiliation

- 2.1 Le présent contrat est conclu pour une période allant du 1^{er} juillet 2016 au 31 décembre 2016. Il est renouvelé par tacite reconduction pour une durée d'une année, et ainsi de suite d'année en année, à condition que le preneur n'ait pas d'arriérés de loyer à l'échéance de la période considérée. Chaque partie a toutefois le droit de résilier le présent contrat à tout moment, moyennant un préavis d'au moins trois mois adressé par écrit.
- 2.2 Le présent contrat est résilié **de plein droit**, sans préavis, si le preneur ne s'acquitte pas des frais visés à l'article 4.1 ci-après dans un délai de six mois à compter de la date de paiement indiquée à l'article 5 du présent contrat, et les locaux peuvent alors être réattribués par le Directeur général de l'UNESCO à d'autres délégations permanentes auprès de l'UNESCO.

Article 3 – Conditions particulières

- 3.1 Conformément aux dispositions de l'article 2 de l'accord susmentionné, en date du 2 juillet 1954, entre le Gouvernement de la République française et l'UNESCO, les locaux visés par le présent contrat font partie intégrante du Siège permanent de l'UNESCO, et les dispositions pertinentes dudit accord leur sont applicables **de plein droit**.
 - 3.2 Conformément aux dispositions de l'article 10 du Règlement sur l'usage et les conditions de location des bâtiments, les locaux mentionnés à l'article premier du présent contrat sont destinés à permettre au preneur de dûment représenter son pays dans ses transactions avec l'UNESCO. Le preneur s'engage donc à n'affecter lesdits locaux qu'à l'usage exclusif des membres de la délégation permanente, et à ne céder à des tiers, à titre onéreux ou gratuit, aucun des droits et facilités qui lui sont accordés en vertu du présent contrat.
 - 3.3
 - (a) Les locaux visés par le présent contrat, ainsi que les meubles mis à disposition par l'UNESCO, sont couverts par la police d'assurance générale souscrite par l'Organisation.
 - (b) Le preneur est tenu de souscrire une assurance spéciale s'il désire couvrir la perte ou le vol des meubles, objets de valeur ou œuvres d'art dont il est propriétaire.
 - 3.4 L'UNESCO ne peut être tenue pour responsable des accidents dont les membres de la Délégation ou les visiteurs pourraient être victimes, soit dans les locaux visés par le présent contrat, soit sur le terrain ou dans les autres bâtiments constituant le Siège permanent de l'Organisation.
 - 3.5 Le preneur s'engage à se conformer aux règlements intérieurs établis par l'UNESCO, applicables sur toute l'étendue de son Siège et destinés à y établir les conditions nécessaires à son fonctionnement, ainsi qu'à toutes les dispositions législatives et réglementaires de la République française qui sont applicables à l'intérieur du Siège de l'UNESCO.
 - 3.6 Outre la pleine jouissance des locaux visés par le présent contrat, l'UNESCO assure au preneur des services de gardiennage, d'entretien, de sécurité, d'éclairage et de climatisation desdits locaux, la distribution et la collecte du courrier et des documents, ainsi que des services en matière de technologies de l'information et de la communication (ci-après dénommées
-

« TIC ») et d'autres services (conditions et tarifs énoncés aux appendices 1 et 2). Elle prend également en charge le paiement des taxes pour services rendus.

- 3.7 Il incombe à l'UNESCO de veiller à ce que le diagnostic et les risques relatifs à l'amiante soient traités dans le plein respect de la réglementation du pays hôte. Afin d'éviter de compromettre la stabilité de tout matériau pouvant contenir de l'amiante, le preneur et ses employés s'engagent à n'effectuer aucune modification ou altération des espaces de bureau mis à leur disposition sans avoir préalablement obtenu par écrit l'autorisation des services compétents de l'UNESCO. En cas de modification ou d'altération des locaux sans autorisation écrite préalable des services compétents de l'UNESCO, le preneur et ses employés seront tenus responsables de tout préjudice, maladie ou dommage (physique ou matériel). Le preneur et ses employés mettront donc hors de cause l'UNESCO en cas de procès, réclamation, demande et imputation découlant du non-respect des mesures de sûreté mises en place par les services compétents de l'UNESCO.
- 3.8 Les demandes spéciales soumises par le preneur et tendant à modifier les règles et normes régissant les espaces communs pour répondre à ses besoins spécifiques sont examinées et une décision est prise à cet égard en conformité avec les règlements relatifs à la sécurité et à la sécurité incendie, ainsi que dans le respect des aspects architecturaux du bâtiment dans son ensemble. Si le libre accès à ces espaces n'est plus garanti, le preneur s'acquitte d'un loyer pour les parties communes ainsi occupées, selon le barème locatif applicable aux espaces de bureau. Toutes les dépenses afférentes à l'installation de cloisons ou de portes, ou à d'autres travaux de ce genre, sont à la charge du preneur.

Article 4 – Loyer

- 4.1 Conformément à la décision 29 (paragraphe 6) adoptée par le Conseil exécutif à sa 174^e session, par laquelle il a approuvé le nouveau barème locatif pour le bâtiment Miollis, le preneur est tenu de verser un loyer dont le montant est établi en euros par mètre carré et par an (euros/m²/an) et calculé en fonction de la superficie totale des locaux visés par le présent contrat, selon le barème locatif ci-joint.
- 4.2 Les fournitures de bureau ne sont pas comprises. Une liste détaillée des autres services figure à l'appendice 2.
- 4.3 Compte tenu de la superficie totale des locaux visés par le présent contrat, qui représente **98** mètres carrés, ainsi que du nouveau barème locatif et des méthodes de révision annuelle du barème locatif applicable aux locaux du Siège approuvés par le Conseil exécutif de l'UNESCO à sa 179^e session, et reconduits à sa 195^e session, le présent contrat de location est consenti et accepté moyennant un loyer annuel de **42227,82** euros pour l'année 2016.

Article 5 – Méthode de paiement

Le montant dû doit être réglé auprès de l'UNESCO, **par virement bancaire à l'ordre de l'UNESCO**, au Siège, en euros et en deux versements égaux effectués à l'avance, le 1^{er} janvier et le 1^{er} juillet de chaque année. Les coordonnées bancaires sont les suivantes :
[REDACTED] N°
de compte (IBAN) : [REDACTED] SWIFT : [REDACTED] À la signature
du contrat, un premier versement correspondant au montant dû pour un semestre doit être effectué.

Article 6 – Révision du loyer

Conformément à la décision 179 EX/34 (paragraphe 8), adoptée par le Conseil exécutif à sa 179^e session et reconduite à sa 195^e session, et comme énoncé à l'article 14 du Règlement sur l'usage et les conditions de location des bâtiments, le montant du loyer payé par les

délégations permanentes est révisé chaque année, au 1^{er} janvier, pour tenir compte de l'inflation, sur la base des pourcentages d'inflation calculés par le Bureau de la planification stratégique et sur lesquels sont fondées les estimations des indices figurant dans la note technique du projet de programme et budget.

Article 7 – Le présent contrat N° 021/2016 annule et remplace le précédent contrat N°021/2007 en date du 1^{er} janvier 2007.

Fait à Paris, le 1^{er} juillet 2016

Pour l'Organisation des Nations Unies
pour l'éducation, la science et la culture

Pour la Délégation permanente du Chili auprès
de l'UNESCO

(1) *lu et approuvé*

(2) K. Zammouri Ribes

Directrice

Bureau de la gestion des services
de soutien

(1)

lu et approuvé

(2) S. Exc. M. Patricio HALES

Ambassadeur

Délégué permanent du Chili
auprès de l'UNESCO

-
- (1) La signature doit être précédée de la mention manuscrite « **lu et approuvé** ».
(2) Nom et qualité du signataire.
-

Appendice 1 : Services TIC – conditions et tarifs applicables aux délégations permanentes

1. Définitions :

Utilisateur : employé d'un preneur nommément désigné comme l'occupant de l'espace de bureau octroyé dans le cadre du présent contrat de location et utilisant les services ci-après.

PC : ordinateur personnel – ordinateur portable ou de bureau répondant aux exigences techniques et de sécurité de l'UNESCO énoncées ci-après et utilisé par un utilisateur (possédant un compte nominatif valide) connecté au réseau de l'UNESCO.

Helpdesk de l'UNESCO : point de contact unique à l'UNESCO auquel s'adressent les utilisateurs pour obtenir de l'aide (dépannage), des réponses à leurs questions ou la résolution de problèmes.

Réseau privé : réseau local (LAN) dédié et physiquement distinct utilisant l'infrastructure de câblage de l'UNESCO ; mais non connecté aux ressources internes de l'UNESCO.

2. L'UNESCO fournira aux délégations permanentes les services ci-après en matière de TIC dans le cadre du présent contrat de location :

- Accès Internet : les utilisateurs peuvent utiliser l'accès Internet fourni par l'UNESCO à ses utilisateurs. Il n'y a pas de niveau de service défini ni de débit garanti. En cas de défaillance des services d'accès Internet, l'utilisateur peut faire appel au Helpdesk de l'UNESCO qui résoudra le problème dès que possible.
- E-mail : les utilisateurs peuvent solliciter la création d'un compte de messagerie électronique UNESCO (par exemple x.name@unesco-delegations.org). En cas de défaillance de l'accès et des services de messagerie électronique, l'utilisateur peut faire appel au Helpdesk de l'UNESCO qui résoudra le problème dès que possible.
- Appels téléphoniques internes et locaux (y compris un appareil ordinaire sans écran) sur demande.
 - Les appels vers des téléphones portables, ainsi que les appels interurbains et longue distance, qui ne sont pas compris dans les chiffres indiqués, sont facturés en supplément. La ligne téléphonique pour les appels internationaux sera installée par l'opérateur choisi ou par l'UNESCO, à la demande du preneur.
 - En cas d'annulation du contrat de location, il appartient au preneur d'entreprendre toutes les démarches nécessaires auprès de l'opérateur choisi pour résilier tout abonnement téléphonique que le preneur pourrait avoir souscrit.

3. L'accès Internet, la messagerie électronique (e-mail) et la ligne téléphonique sont strictement nominatifs, avec un maximum de deux comptes de messagerie (e-mail) génériques autorisés par délégation permanente ; les utilisateurs doivent être désignés au moment de la signature du contrat et tout changement à cet égard doit être communiqué à l'Unité du protocole (ERI) dans les meilleurs délais afin d'assurer un accès adéquat aux nouveaux utilisateurs et d'interrompre l'accès des personnes qui ne sont plus considérées comme des utilisateurs au sens de la définition ci-dessus.

4. Tous les utilisateurs sont tenus de se conformer aux politiques de l'UNESCO en matière de messagerie électronique et d'accès Internet, telles qu'énoncées au Point 9.14 et aux Appendices 9.14 A et 9.14 B du Manuel administratif (accessible par le biais du site Web réservé aux délégations permanentes à l'adresse [REDACTED] à la rubrique « [REDACTED] ». Tout manquement auxdites politiques pourra entraîner l'annulation de l'accès à ces services.

5. Tous les utilisateurs et PC doivent répondre aux exigences techniques et de sécurité de l'UNESCO telles qu'énoncées au Point 9.3 et à l'Appendice 9.3 A du Manuel administratif et appliquées par l'UNESCO, y compris l'installation du logiciel d'inventaire standard de l'UNESCO. Il est interdit de connecter tout appareil ou application TIC au réseau de l'UNESCO sans l'accord préalable de l'UNESCO. Tout manquement auxdites politiques pourra entraîner l'annulation de l'accès à ces services.

6. Règles relatives à l'installation et à l'utilisation d'un réseau « privé » :

Aucune modification de l'infrastructure TIC existante (câblage, accès Internet indépendant, services téléphoniques, etc.) n'est autorisée sans l'accord préalable de l'UNESCO.

7. À la demande des délégations permanentes, l'UNESCO peut fournir d'autres services en matière de TIC, facturés en supplément, comme indiqué dans la liste des services ci-après :

Tarifs des services TIC proposés aux délégations permanentes qui louent des bureaux

| Description | Mode de facturation | Coût |
|---|-----------------------------|-------------------------|
| Téléphone analogique/raccordement/mois Comprenant : Poste de téléphone Lignes téléphoniques locales Installation du téléphone et assistance | | Compris dans le contrat |
| Ligne numérique/raccordement/mois Comprenant : Lignes téléphoniques locales Installation du téléphone et assistance | | Compris dans le contrat |
| E-mail/boîte de messagerie électronique | Par boîte de messagerie | Compris dans le contrat |
| Réseau (LAN) (y compris Internet)/raccordement | | Compris dans le contrat |
| Gestion des lignes extérieures (ADSL, etc.)/ligne | Facturation à la ligne/mois | 5 € |
| Assistance informatique supplémentaire | Par demande/intervention | 50 € |
| Licences Microsoft | Par licence d'utilisateur | Au prix public* |
| Déménagement (informatique et télécommunications)/raccordement (au cas par cas) (sauf déménagement physique) | Par intervention | 50 € |

* Dans l'attente de la conclusion du contrat officiel avec Microsoft. Les coûts facturés correspondront au montant effectivement versé par le Secrétariat à Microsoft. Les coûts sont estimés à 50 euros par utilisateur et par an.

Appendice 2 : Liste détaillée des autres services

| Description | Mode de facturation | Coût |
|---|---------------------|-------------------------|
| Peintures – murs du bureau | Plus de 5 ans | Compris dans le contrat |
| | Moins de 5 ans | Sur devis |
| Vernis – armoires en bois | Plus de 10 ans | Compris dans le contrat |
| | Moins de 10 ans | Sur devis |
| Déplacement de cloisons – bâtiment V uniquement | Par déplacement | Sur devis |
| Remplacement des sols – moquette ou dalles plastiques | Au m ² | Sur devis |
| Nettoyage de la moquette (intensif) | Au m ² | Sur devis |
| Doubles des clés du bureau | Par clé | 30 € |
| Remplacement de la serrure du bureau | Par serrure | 100 € |
| Déménagement de bureaux | Déménageurs/jour | Sur devis |



D I R A S A D

TRADUCCIONES

TRADUCCIÓN

(I-316/16)

Organización de las Naciones Unidas
para la Educación,
la Ciencia y la Cultura

CONTRATO DE ARRENDAMIENTO DE OFICINAS

CONTRATO N° 021/2016

de fecha 1 de julio de 2016

La Organización de las Naciones Unidas para la Educación, la Ciencia y la Cultura (designada en adelante "la UNESCO"), cuya Sede se encuentra ubicada en [REDACTED] Francia,
por una parte,

Y

La Delegación Permanente de Chile ante la UNESCO (designada en adelante "el arrendatario"),
por otra parte,

Vistos:

- El Reglamento sobre la Utilización y las Condiciones de Alquiler de los Edificios de la Sede Permanente,

- // -

aprobado por el Consejo Ejecutivo de la UNESCO en su quincuagésima reunión (París, abril, 1958);

- La Resolución 33 adoptada por la Conferencia General en su decimotercera reunión (París, 1964), que modifica las disposiciones establecidas en la sección II del citado Reglamento;
- Las decisiones 8.10, 7.6, 8.11, 8.5, 6.9, 8.9, 29.6, 34.8 y 22.7 adoptadas por el Consejo Ejecutivo en sus 73ª, 79ª, 85ª, 109ª, 144ª, 157ª, 174ª, 179ª y 195ª reuniones, respectivamente;
- El Acuerdo entre la República Francesa y la Organización de las Naciones Unidas para la Educación, la Ciencia y la Cultura relativo a la Sede de la UNESCO y a sus privilegios e inmunidades en territorio francés, suscrito en París el 2 de julio de 1954;



SE HA ACORDADO LO SIGUIENTE:

Artículo primero - Designación de los locales

La UNESCO da en arrendamiento al arrendatario, quien los acepta por el presente contrato, los locales designados como M1.01, M1.02, M1.03, M1.04, M1.05, M1.06 y M1.07, de una superficie neta total de 98 metros cuadrados, que se encuentran en el edificio ubicado en 1 rue Miollis, París 15, Francia, en un terrero arrendado a la UNESCO por el Gobierno de Francia y construido de acuerdo con las disposiciones de la Resolución 31 adoptada por la Conferencia General en su decimotercera reunión (París, 1964).

Artículo 2 - Duración, renovación y rescisión

2.1 El presente contrato se celebra por el período comprendido

- // -

- // -

entre el 1 de julio de 2016 y el 31 de diciembre de 2016. Posteriormente, se renovará automáticamente cada año, y así año tras año, siempre y cuando el arrendatario no esté moroso en el pago de la renta al vencimiento del período considerado. No obstante, cada parte tiene derecho a rescindir el presente contrato en cualquier momento, mediante un aviso previo enviado por escrito con a lo menos tres meses de antelación.

- 2.2 El presente contrato será rescindido de pleno derecho, sin previo aviso, si el arrendatario no paga los gastos que se señalan en el artículo 4.1 que figura más adelante, dentro de un plazo de seis meses contados desde la fecha de pago que se indica en el artículo 5 del presente contrato, y el Director General de la UNESCO podrá reasignar los locales a otras delegaciones permanentes ante la UNESCO.



Artículo 3 - Condiciones especiales

- 3.1 En conformidad con lo dispuesto en el artículo 2 del referido acuerdo, celebrado entre el Gobierno de la República Francesa y la UNESCO con fecha 2 de julio de 1954, los locales a que se refiere el presente contrato forman parte integrante de la Sede permanente de la UNESCO, y las disposiciones pertinentes de dicho acuerdo les serán aplicables de pleno derecho.
- 3.2 En conformidad con lo dispuesto del artículo 10 del Reglamento sobre la Utilización y las Condiciones de Alquiler de los Edificios, los locales señalados en el artículo primero del presente contrato, están destinados a permitir que el arrendatario represente debidamente a su

- // -

- // -

país en sus compromisos con la UNESCO. En consecuencia, el arrendatario se compromete a destinar dichos locales al uso exclusivo de los miembros de la delegación permanente y a no ceder a terceros, a título oneroso o gratuito, ninguno de los derechos y facilidades que se le otorgan en virtud del presente contrato.

3.3 (a) Los locales a que se refiere el presente contrato, así como los muebles que la UNESCO pone a disposición, están cubierto por la póliza general de seguros suscrita por la Organización.

(b) El arrendatario deberá suscribir un seguro especial si desea cubrir la pérdida o el robo de muebles, objetos de valor u obras de arte de que sea propietario.

3.4 La UNESCO no podrá ser considerada responsable de los accidentes que pudieren sufrir los miembros de la Delegación o los visitantes, ya sea en los locales a que se refiere el presente contrato o en el terreno o en los demás edificios que conforman la Sede Permanente de la Organización.

3.5 El arrendatario se compromete a respetar los reglamentos internos elaborados por la UNESCO, que se aplican en toda la zona de su Sede y destinados a establecer en ella las condiciones necesarias para su funcionamiento, así como también todas las disposiciones legales y reglamentarias de la República Francesa que se aplican en la Sede de la UNESCO.

3.6 Además del pleno uso de los locales a que se refiere el

- // -



- // -

presente contrato, la UNESCO proporcionará al arrendatario servicios de guardia, mantención, seguridad, iluminación y climatización de dichas dependencias, entrega y recolección de correspondencia y documentos, así como servicios en materia de tecnologías de información y comunicaciones (designadas en adelante "TIC") y otros servicios (cuyas condiciones y tarifas figuran en los apéndices 1 y 2). Asimismo, asumirá el pago de las tasas por servicios prestados.

- 3.7 A la UNESCO le corresponde velar por que el diagnóstico y los riesgos relativos al asbesto sean tratados respetando plenamente la normativa del país huésped. A fin de no comprometer la estabilidad de cualquier material que pueda contener el asbesto, el arrendatario y sus empleados se comprometen a no realizar ninguna modificación o alteración de los espacios de oficina que se ponen a su disposición, sin obtener previamente la autorización por escrito de los servicios competentes de la UNESCO. En caso de efectuar alguna modificación o alteración en los locales sin la previa autorización por escrito de los servicios competentes de la UNESCO, el arrendatario y sus empleados serán considerados responsables de cualquier perjuicio, enfermedad o daño (físico o material). El arrendatario y sus empleados eximirán de responsabilidad a la UNESCO en caso de proceso, reclamación, demanda o imputación que resulte del incumplimiento de las medidas de seguridad implementadas por los servicios competentes de la UNESCO.
- 3.8 La solicitudes especiales que presente el arrendatario con



- // -

- // -

miras a modificar las reglas y normas que rigen los espacios comunes para responder a sus necesidades específicas, serán revisadas y se tomará una decisión a este respecto en conformidad con los reglamentos relativos a la seguridad y a la seguridad contra incendios, y respetando de igual modo los aspectos arquitectónicos del edificio en su conjunto. Si no estuviere garantizado el libre acceso a dichos espacios, el arrendatario pagará una renta por las partes comunes así ocupadas, según la tabla de arriendos que se aplica a los espacios de oficinas. Todos los gastos correspondientes a la instalación de tabiques o de puertas o a otros trabajos de esta naturaleza, correrán por cuenta del arrendatario.



Artículo 4 - Renta

- 4.1 En conformidad con la decisión 29 (párrafo 6) adoptada por el Consejo Ejecutivo en su 174ª reunión, por la cual se aprueba la nueva tabla de arriendos para el edificio Miollis, el arrendatario deberá pagar una renta cuya valor se expresa en euros por metro cuadrado y por año (euros/m²/año), y calculado en función de la superficie total de los locales a que se refiere el presente contrato, según la tabla de arriendos adjunta.
- 4.2 Los suministros de oficina no están incluidos. En el apéndice 2 figura una lista detallada de los demás servicios.
- 4.3 Teniendo en cuenta la superficie total de los locales a que se refiere el presente contrato, la que representa 98 metros cuadrados, así como la nueva tabla de arriendos y

- // -

- // -

los métodos de revisión anual de la tabla de arriendos que se aplica a los locales de la Sede aprobada por el Consejo Ejecutivo de la UNESCO en su 179ª reunión y renovada en su 195ª reunión, el presente contrato de arrendamiento se otorga y se acepta por una renta anual de 42.227,82 euros para el año 2016.

Artículo 5 - Modalidad de pago

El monto adeudado deberá ser pagado a la Unesco, mediante transferencia bancaria a orden de la UNESCO, en su Sede, en euros y en dos pagos iguales efectuados por anticipado, el 1 de enero y el 1 de julio de cada año. Los datos bancarios son los siguientes: [REDACTED]

[REDACTED] Número de cuenta (IBAN): [REDACTED] SWIFT:

[REDACTED] A la firma del contrato, se deberá efectuar un primer pago correspondiente al monto de un semestre.

Artículo 6 - Revisión de renta

En conformidad con la decisión 179 EXD/34 (párrafo 8), adoptada por el Consejo Ejecutivo en su 179ª reunión y renovada en su 195ª reunión, según lo señalado en el artículo 14 del Reglamento sobre la Utilización y las Condiciones de Alquiler de los Edificios, el monto de la renta pagado por las Delegaciones Permanentes se revisa cada año el 1 de enero para considerar los efectos de la inflación, basándose en los porcentajes de inflación calculados por la Oficina de Planificación Estratégica y que sirven para establecer los índices que figuran en la nota técnica del proyecto de programa y presupuesto.

- // -



- // -

Artículo 7 - El presente contrato N° 021/2016 deja sin efecto y reemplaza al contrato anterior N° 021/2007, de fecha 1 enero de 2007.

Hecho en París, a 1 de julio de 2016

Por la Organización de las
Naciones Unidas para la Educación,
la Ciencia y la Cultura

Por la Delegación Permanente de
Chile ante la UNESCO

(1) Leído y aprobado
(Manuscrito)

(1) Leído y aprobado
(Manuscrito)

(Firma ilegible)

(Firma ilegible)

(2) K. Zammouri Ribes
Directora

(2) Su Exc. Sr. Patricio Hales
Embajador

Oficina de Gestión de
los Servicios de Apoyo

Delegado Permanente de Chile
ante la UNESCO



(1) La firma debe ir precedida de la mención manuscrita "leído y aprobado".

(2) Nombre y cargo del signatario.

- // -

- // -

Apéndice 1: Servicios TIC - Condiciones y tarifas aplicables a las Delegaciones Permanentes

1. Usuario: empleado de un arrendatario designado normalmente como el ocupante del espacio de oficina concedido en el marco del presente contrato de arrendamiento y que utiliza los servicios que se señalan a continuación.

PC: computador personal - notebook o de escritorio que responde a las exigencias técnicas y de seguridad de la UNESCO que se señalan más adelante y que es usado por un usuario (que posee un cuenta nominativa válida) conectado a la red de la UNESCO.

Mesa de Ayuda (Helpdesk) de la UNESCO: punto de contacto único con la UNESCO al que se dirigen los usuarios para obtener ayuda (solucionar problemas), respuestas a sus preguntas o solución de problemas.

Red privada: red local (LAN) dedicada y físicamente distinta que utiliza la red de cableado de la UNESCO, pero no conectada a los recursos internos de la UNESCO.

2. La UNESCO proporcionará a las Delegaciones Permanentes los siguientes servicios de TIC en el marco del presente contrato de arrendamiento:

- Acceso a Internet: los usuarios pueden utilizar el acceso a Internet que proporciona la UNESCO a sus usuarios. No hay nivel de servicio definido ni flujo garantizado. En caso de falla en los servicios de acceso a internet, el usuario podrá llamar a la Mesa de Ayuda de l'UNESCO, la que resolverá el problema a la brevedad posible.
- E-mail: los usuarios podrán solicitar la creación de una

- // -



- // -

cuenta de mensajería electrónica UNESCO (por ejemplo X.name@unesco-delegations.org). En caso de falla en el acceso y los servicios de mensajería electrónica, el usuario podrá llamar a la Mesa de Ayuda (*Helpdesk*) de la UNESCO, la que resolverá el problema a la brevedad posible.

- Llamadas telefónicas internas y locales (incluido un aparato común sin pantalla) a solicitud.

- Las llamadas a teléfonos celulares, así como las llamadas interurbanas y de larga distancia, que estén comprendidas en las cifras indicadas, se facturarán en forma adicional. La línea telefónica para los llamados internacionales, será instalada por el operador elegido o por la UNESCO, a petición del arrendatario.

- En caso de anularse el contrato de arrendamiento, al arrendatario le corresponderá efectuar todos los trámites necesarios ante el operador para rescindir los contratos de telefonía que hubiere suscrito el arrendatario.

3. El acceso a internet, la mensajería electrónica (e-mail) y la línea telefónica son estrictamente nominativos, con un máximo de dos cuentas de mensajería (e-mail) genéricas autorizadas por delegación permanente. Los usuarios deben ser designados al momento de la firma del contrato y cualquier cambio a este respecto debe ser comunicado a la Unidad de Protocolo (ERI) en los plazos oportunos, con el fin de garantizar a los nuevos usuarios el acceso adecuado e interrumpir el acceso de las personas que han dejado de ser usuarios de acuerdo con la definición antes citada.

4. Todos los usuarios deberán acatar las políticas de la UNESCO

- // -



- // -

en materia de mensajería electrónica y acceso a internet, tal como se señala en el Punto 9.14 y en los Apéndices 9.14A y 9.14B del Manual Administrativo (al que se puede acceder en el sitio Web reservado a las Delegaciones Permanentes en la dirección [REDACTED] en el título [REDACTED] ([REDACTED]). Cualquier incumplimiento de dichas políticas podrá ocasionar la anulación del acceso a tales servicios.

5. Todos los usuarios y PC deben responder a las exigencias técnicas y de seguridad de la UNESCO, tal como están señaladas en el Punto 9.3 y en el Apéndice 9.3A del Manual Administrativo y aplicadas por la UNESCO, incluida la instalación del paquete de software de inventario estándar de la UNESCO. Queda prohibido conectar cualquier aparato o aplicación TIC a la red de la UNESCO, sin el previo acuerdo de la UNESCO. Cualquier incumplimiento de dichas políticas podrá entrañar la anulación del acceso a tales servicios.

6. Reglas relativas a la instalación y utilización de una red "privada":

No está autorizado realizar ninguna modificación en la infraestructura TIC existente (cableado, acceso a internet independiente, servicios telefónicos), sin el previo consentimiento de la UNESCO.

7. A petición de las Delegaciones Permanentes, la UNESCO podrá proporcionar otros servicios en materia de TIC, que se facturarán en forma adicional, tal como se señala en la siguiente lista de servicios:

| Descripción | Modo de facturación | Costo |
|--|---------------------|----------------------------|
| Teléfono analógico/linea de conexión/mes Que comprende: Anexo Líneas telefónicas locales Instalación del teléfono y asistencia | | Comprendido en el contrato |

- // -



- // -

| | | |
|---|----------------------------|----------------------------|
| Línea numérica/línea de conexión/mes Que comprende: Líneas telefónicas locales Instalación del teléfono y asistencia | | Comprendido en el contrato |
| E-mail/buzón de mensajería electrónica | Por buzón de mensajería | Comprendido en el contrato |
| Red (LAN) (incluido internet)/línea de conexión | | Comprendido en el contrato |
| Gestión de las líneas externas (ADSL, etc.)/línea | Facturación en línea/mes | 5 euros |
| Asistencia informática adicional | Por solicitud/intervención | 50 euros |
| Licencias Microsoft | Por licencia de usuario | Al precio público* |
| Traslado (informática y telecomunicaciones/línea de conexión (caso por caso) (salvo traslado físico) | Por intervención | 50 euros |

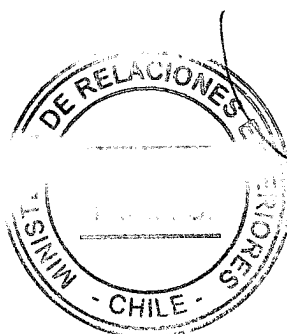
* En espera de la celebración del contrato oficial con Microsoft. Los costos facturados que correspondan al monto efectivamente pagado por la Secretaría a Microsoft. Los costos de calculan en 50 euros por usuario y al año.

Apéndice 2: Lista detallada de los demás servicios

| Descripción | Modo de facturación | Costo |
|--|----------------------------|----------------------------|
| Pintura - Paredes de la oficina | Más de 5 años | Comprendido en el contrato |
| | Menos de 5 años | Por presupuesto |
| Barniz - Armarios de madera | Más de 10 años | Comprendido en el contrato |
| | Menos de 10 años | Por presupuesto |
| Desplazamiento de tabiques - Edificio V únicamente | Por desplazamiento | Por presupuesto |
| Reemplazo de pisos - alfombra o losetas vinílicas | Por m ² | Por presupuesto |
| Limpieza de la alfombra (intensiva) | Por m ² | Por presupuesto |
| Copias de llaves de la oficina | Por llave | 30 euros |
| Reemplazo de la cerradura de la oficina | Por cerradura | 100 euros |
| Traslado de oficinas | Encargados de mudanzas/día | Por presupuesto |

Traducido por P. Garrido Carbonell, RES. N° 11 de 13 febrero de 1985.

SANTIAGO, CHILE, a 29 de agosto de 2016.



ALEJANDRA VERGARA ZAPATA
TRADUCTORA